



REVUE DE PRESSE

15^e anniversaire du CIPC

« Prévention de la criminalité dans le monde :
Bilan, évaluation et perspectives »

Décembre 2009

Actualités

07/12/2009 19h37

LANCEE MARDI A MONTREAL



Nouvelle structure internationale de prévention de la criminalité

Jean-François Cyr

Des représentants de corps policiers montréalais et des Nations Unies lanceront mardi une nouvelle structure internationale de prévention de la criminalité.

Il s'agit d'une initiative du Centre International de Prévention de la Criminalité (CIPC), seule instance internationale consacrée à la prévention de la délinquance dans le monde, dont la Ville de Montréal a souligné lundi après-midi le 15e anniversaire.

Les dirigeants du CIPC étaient accompagnés de représentants des Nations Unies et du Service de police de la Ville de Montréal, qui vont se rassembler les 8 et 9 décembre prochains pour travailler à l'évaluation des politiques et des pratiques déjà en cours sur la scène internationale.

Étaient également présents des porte-paroles officiels des villes de Montréal, de Port-au-Prince, de la Banque mondiale et des gouvernements du Salvador, du Brésil, de la France, du Canada et de l'Afrique du Sud.

Les objectifs du CIPC

Depuis sa création en 1994, le CIPC est au centre d'un mouvement international visant à promouvoir les politiques fondées sur la recherche et les pratiques efficaces en prévention de la criminalité et en sécurité quotidienne.

Selon le CIPC, l'évaluation de l'efficacité des politiques et pratiques de prévention ainsi que le premier *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne 2008* du CIPC permettent aujourd'hui d'identifier certaines tendances dominantes, mais aussi de grandes disparités géographiques.

Toujours aux dires de l'organisme, le 15e anniversaire du CIPC constituera l'occasion d'examiner l'évolution internationale des politiques et pratiques en prévention de la criminalité depuis 15 ans.

Dans un second temps, l'accent sera mis sur les défis à venir tant à l'échelle locale que nationale et transnationale. Les enjeux émergents liés à l'urbanisation, aux mouvements migratoires ou encore à la « privatisation de la sécurité » seront plus particulièrement examinés.

jeanfrancois.cyr@24-heures.ca

<http://www.24hmontreal.canoe.ca/24hmontreal/actualites/archives/2009/12/20091207-193731.html>

Quartiers difficiles: un dispositif montréalais intéresse la France



AFP 08.12.09 | 01h50

Une institution montréalaise qui facilite les rapports entre les citoyens et leur police pourrait inspirer la politique urbaine en France, a indiqué lundi à Montréal Fadela Amara, secrétaire d'Etat française chargée de la Politique de la ville. Venue au Québec pour un colloque organisé par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), Mme Amara a rencontré lundi plusieurs hauts responsables de la police de Montréal. Rappelant les "difficultés qu'on a en France dans les relations entre la police et la population qui habite dans certains quartiers, et notamment les jeunes", la secrétaire d'Etat a dit à l'AFP que l'expérience montréalaise "permettait à un citoyen qui se sentirait victime de porter plainte auprès du +commissaire de la déontologie+ qui est totalement indépendant de la police traditionnelle". Ce fonctionnaire organise ensuite une rencontre de conciliation pendant laquelle les deux parties peuvent présenter leurs versions respectives de l'affaire. Et l'intéressé n'est pas obligé d'aller porter plainte au commissariat ou dans un poste de police. "On m'a expliqué que 80% des cas étaient réglés par cette procédure de conciliation, ce que je trouve très intéressant", a poursuivi Mme Amara. "Ce sont de très bons résultats. Si cette expérience-là peut être importée chez nous, cela pourrait nous aider, dans le cadre de ce qu'a mis en place Brice Hortefeux", a-t-elle ajouté, faisant référence aux commissions de travail réunissant des associations de quartier et les services de police et devant présenter des propositions au ministre de l'Intérieur. Il existe déjà en France des "délégués de la cohésion police-population", qui sont des réservistes de la police chargés de dédramatiser des situations de conflit. "Mais cela reste toujours dans le cadre de la police", relève la secrétaire d'Etat. Elle a appris aussi que, selon des enquêtes menées par la police québécoise, "90% de la population de Montréal fait totalement confiance à sa police". Un chiffre "extraordinaire", reconnaît-elle, et bien éloigné des estimations faites en la matière en France.

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-41109420@7-89,0.html>

Prévention de la criminalité: un observatoire international créé à Montréal



AFP 08.12.09 | 20h09

La prévention est aussi importante et moins chère que la répression: c'est avec cette donnée de départ que le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) a créé une structure vouée à fournir outils et connaissances aux policiers et travailleurs sociaux. Il s'agit de leur donner "les moyens de convaincre et de prouver l'efficacité et la pertinence des politiques de prévention", a déclaré la directrice générale du CIPC Valérie Sagant en annonçant mardi à Montréal la création d'un Observatoire international de la prévention de la criminalité (OI-PREV). Intervenant à l'issue d'un colloque faisant le bilan de 15 années d'activités du CIPC depuis sa fondation, elle a estimé que "la prévention a progressé dans le monde", citant les exemples du Salvador et du Brésil, ainsi que de la Colombie. Le Salvador, où le niveau de violence est élevé (31,5 homicides pour 100.000 habitants), "a récemment fait le constat de l'échec des politiques (de fermeté) Mano dura et Mano super dura" et mise désormais sur la prévention, a indiqué Mme Sagant. Le Brésil a lui aussi changé de stratégie de sécurité publique et développé "une toute nouvelle approche participative". Et l'exemple de Bogota montre que "la prévention est efficace à l'échelle locale lorsqu'elle repose sur des stratégies intégrées et partenariales". La capitale colombienne a vu le taux d'homicides divisé par quatre en dix ans. Le futur observatoire du CIPC fournira aux services intéressés dans le monde entier trois sortes d'outils: des indicateurs de la prévention permettant d'évaluer les stratégies mise en place, des répertoires de manuels et guides pour les acteurs de terrain, et enfin des "zooms thématiques" résumant l'état des connaissances sur un problème d'actualité, telle l'efficacité de la vidéo-surveillance dans les villes. Au Québec, une année de prison d'un délinquant coûte au contribuable 90.000 dollars (57.000 euros) et le suivi d'un délinquant laissé en liberté surveillée 22.000 dollars, soit quatre fois moins, souligne Mme Sagant. Et le taux de récidive pour la première catégorie est bien plus élevé.

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-41118493@7-291,0.html>

Un nouvel outil pour la prévention du crime

Jean-Marc Gilbert

08/12/2009 17h12

Les policiers de Montréal disposeront très bientôt d'un nouvel outil qui pourrait leur permettre de mieux prévenir la criminalité.

Le Centre international de la prévention des crimes (CIPC) a officialisé, mardi, la création d'un observatoire qui aura pour but de contrer les problèmes émergents dès leur apparition, pour enrayer leur expansion.



Le chef du SPVM, Yvan Delorme voit d'un bon œil la création de cet observatoire pour la prévention du crime. Photo : Luc Cinq-Mars

À Montréal, le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) souhaite que la création de cet observatoire permettent à ses policiers de développer de meilleures pratiques pour contrer l'émergence de nouvelles problématiques.

« Il y a quelques années, la problématique des gangs de rue est apparue. Nous devons donc travailler en prévention pour éviter les problèmes de demain », indique Yvan Delorme, chef du SPVM.

Les policiers de Montréal ont déjà bénéficié de l'aide du CIPC par le passé. Quelques mois après la mort du jeune Fredy Villanueva et les émeutes qui s'en sont suivies à Montréal-Nord, c'est le CIPC qui a recommandé au SPVM de former un agent de concertation pour travailler avec les jeunes de ce milieu et ainsi tenter un rapprochement avec les citoyens.

Un certain progrès

Le CIPC existe depuis maintenant 15 ans et la directrice générale, Valérie Sagant, affirme que « la prévention a progressé et elle est plus efficace au niveau local ».

« Le centre a une mission plus générale de collecter des informations et de favoriser les échanges. L'observatoire disposera d'outils pour effectuer des analyses plus précises sur des phénomènes urbains », explique Mme Sagant.

Elle ajoute cependant qu'il reste toujours du travail à faire. « Elle (la prévention) demeure fragile et les acteurs sur le terrain ont besoin d'outils pour se doter d'une meilleure stratégie ».

C'est pourquoi cinq nouveaux experts travailleront pour cet observatoire qui jouera un rôle plus précis que celui du centre.

Ces experts sont présentement en train de construire les bases de l'observatoire et se mettront au travail dès janvier. Le CIPC dispose d'un budget annuel d'environ deux millions \$.

jeanmarc.gilbert@24-heures.ca

<http://www.24hmontreal.canoe.ca/24hmontreal/actualites/archives/2009/12/20091208-171201.html>

ICPC rolls out new crime prevention tools

(AFP) – December 9th 2009



MONTREAL — The International Center for the Prevention of Crime (ICPC) on Tuesday announced a plan to offer crime prevention tips to nations who have seen stronger punitive measures fail to deter crimes.



Policeman run before a bus set ablaze by an alleged drug dealer in the Papao-Pavaozinho slum in Rio de Janeiro

Police and social workers will be provided with "the means to convince others of and to prove the effectiveness of prevention strategies," ICPC chief Valerie Sagant said at a conference in Montreal.

Over the past 15 years "crime prevention strategies have made significant gains in the world," she said, pointing to Salvador, Brazil and Colombia as converts to the idea that punishment alone does not deter criminals.

The new ICPC observatory will provide access to three tools: indicators for measuring existing strategies, educational guides for frontline workers, and up-to-date statistics on the efficacy of crime prevention measures, such as video surveillance of city streets.

Copyright © 2009 AFP. All rights reserved.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hI9WME48CkGnetwiATSOSwGyzRhA>

http://ca.news.yahoo.com/s/afp/091208/canada/canada_un_police_crime_latam

LE DEVOIR

Création d'un observatoire sur la prévention de la criminalité

BRIAN MYLES 9 décembre 2009 Justice

Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) a annoncé hier la création d'un observatoire afin de mettre en commun et de diffuser les meilleures pratiques dans ce domaine, qui connaît un essor mondial.

L'observatoire va colliger des informations sur l'état des connaissances scientifiques sur la prévention et les faire connaître à ses quelque 50 partenaires (villes, associations, agences internationales, etc.). Cela permettra de mettre en valeur les meilleures initiatives de prévention et de faciliter leur implantation grâce à l'élaboration d'une série d'indicateurs fiables.

Le projet suscite l'enthousiasme du directeur du Service de police de Montréal (SPVM), Yvan Delorme. Selon lui, l'observatoire permettra au SPVM de s'inspirer des meilleures pratiques pour adapter ses interventions en matière de prévention. «Il y a de bonnes choses qui se font partout dans le monde. Il faut parfois regarder ailleurs avant d'essayer de réinventer la roue. On va avoir une plateforme pour s'informer des meilleures pratiques», a-t-il commenté.

L'observatoire, doté d'un budget initial de 300 000 \$ sera intégré à même les activités du CIPC, une organisation non gouvernementale fondée par le Canada, la France et le Québec il y a maintenant 15 ans.

Ironie du sort, le CIPC a aussi été lancé avec un budget de 300 000 \$, en 1994, à l'instigation de feu Gilbert Bonnemaïson. Basé à Montréal, le CIPC fonctionne aujourd'hui avec un budget cinq fois plus important, et a des partenaires disséminés aux quatre coins de planète. Le colloque du 15e anniversaire, qui se poursuit jusqu'à demain à Montréal, rassemble d'ailleurs une impressionnante brochette d'invités internationaux.

Selon la directrice générale du CIPC, Valérie Sagant, l'idée même de la prévention a connu une progression phénoménale. «De plus en plus de gouvernements, de ville et de services de police estiment nécessaire de développer des politiques en prévention», explique-t-elle.

Cela étant dit, la prévention reste un domaine fragile. C'est une discipline toute jeune en criminologie, une politique publique encore incertaine. À preuve, de nombreux pays occidentaux ont utilisé le prétexte des attentats du 11 septembre 2001 pour «adopter des lois renforçant l'arsenal répressif», explique Mme Sagant.

À terme, l'observatoire permettra de faire la preuve de l'efficacité de la prévention comme politique publique, espère-t-elle.

<http://www.ledevoir.com/societe/justice/278900/creation-d-un-observatoire-sur-la-prevention-de-la-criminalite>

"Il n'y a pas eu de renoncement aux politiques de prévention"

Par Pascal Ceaux, publié le 09/12/2009 à 12:23 - mis à jour le 09/12/2009 à 12:34

Valérie Sagant, directrice générale du CIPC, note que l'heure n'est pas au tout-répressif, malgré le durcissement des politiques de sécurité en Occident depuis 2001.



AFP/ALAIN JOCARD

Pour son quinzième anniversaire, le Centre international de prévention de la criminalité (CIPC) organise un colloque sur la prévention du crime dans le monde du 7 au 9 décembre à Montréal (Canada). Soutenu et financé par de nombreux pays, cet organisme conçu comme un forum d'échanges a pour mission de fournir des études sur la sécurité aux pays ou aux villes. Son action repose sur les principes directeurs des Nations Unies applicables à la prévention du crime. Depuis novembre 2005, Valérie Sagant, une magistrate française détachée, exerce la fonction de directrice générale du CIPC.

Vous organisez un colloque sur la prévention. N'est-ce pas un choix paradoxal à un moment où les Etats occidentaux semblent privilégier une approche répressive dans leurs politiques de sécurité?

En réalité, deux mouvements parallèles se sont produits dans les pays occidentaux depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. On a effectivement constaté un durcissement des mesures répressives. Cette tendance est très sensible, notamment en ce qui concerne les mineurs. Leur responsabilité pénale est de plus en plus mise en cause. Mais dans le même temps, il n'y a pas eu de renoncement aux politiques de prévention. Des crédits importants continuent de leur être alloués, c'est le cas en France, et pas seulement. En 2006, 40 pays disposaient d'une stratégie intégrée de prévention dans leur politique de lutte contre l'insécurité. Trois ans plus tard, ils sont environ 60.

En France, la prévention est toujours regardée d'un oeil suspect par les policiers et les gendarmes...

Pour mettre en place des politiques de prévention efficaces, il est nécessaire de changer les cultures professionnelles. Cela requiert du temps. Et ces politiques elles-mêmes doivent être conduites dans la durée. Il faut en finir avec certains clichés. Il n'est pas question de transformer les policiers en assistantes sociales, pas plus que d'oublier leur rôle répressif. Mais

l'exemple du Canada est significatif. Le taux de criminalité y diminue depuis 15 ans. L'organisation de la police est très en prise avec la réalité du terrain. Elle bénéficie à la fois d'une autonomie de décision et d'une véritable proximité avec la population.

A Paris, le projet de Grand Paris qui a été adopté repose sur un accroissement des pouvoirs du préfet de police. N'y-a-t-il pas un risque d'éloignement du terrain?

Il faut aller plus loin dans la proximité. C'est une évidence attestée par les résultats. Montréal dispose d'un chef de police ayant autorité sur un ensemble de 1,7 millions d'habitants, mais chaque quartier est placé sous la responsabilité directe d'un policier local disposant d'une autonomie de décision. Cela a permis la mise en oeuvre de politiques spécifiques. Je vous cite en exemple les comités de vigie chargés d'assurer la liaison entre la police et les communautés, soit celle du quartier, soit celle de groupes ethno-culturels particuliers. La police les entend régulièrement dans un cadre officiel, même lorsque tout va bien. Ici, la police fait partie de la population. Il s'agit même d'un enracinement plus que d'une proximité. Le résultat: dans toutes les enquêtes d'opinion internationales, le Canada figure toujours parmi les premiers pour la confiance de la population dans sa police.

http://www.lexpress.fr/actualite/societe/il-n-y-a-pas-eu-de-renoncement-aux-politiques-de-prevention_834788.html



Prévention du crime Montréal, siège de l'OI-PREV

MARIE-EVE SHAFFER

MÈTRO

09 décembre 2009 00:00

Montréal accueille un nouvel organisme international, l'Observatoire international de la prévention de la criminalité (OI-PREV), qui comparera les stratégies de prévention de différents pays. «Il y a plein de connaissances sur la prévention, mais les gens sur le terrain et les décideurs n'arrivent pas à faire ressortir les éléments les plus importants, a expliqué la directrice générale du Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), Valérie Sagant. [Avec l'OI-PREV], on fera une synthèse et on rendra l'information accessible.»

Mise sur pied par le CIPC, l'équipe de chercheurs de l'OI-PREV produira des indicateurs de la prévention qui l'amènera à déterminer, par exemple, le nombre d'États qui disposent d'une stratégie de prévention. L'Observatoire produira aussi des fiches pratiques portant sur des sujets précis, comme l'efficacité de la vidéosurveillance. Un lexique des meilleures ressources en prévention de la criminalité verra le jour en 2010. L'OI-PREV assurera le prolongement de la mission du CIPC. Celui-ci recueille et échange de l'information sur la prévention de la criminalité, et l'Observatoire se dotera d'outils pratiques pour la rendre plus accessible.

Un exemple

À la suite des émeutes de Montréal-Nord, le CIPC a suggéré au SPVM d'embaucher un agent de concertation pour faire la liaison entre les citoyens et les services policiers. Cette idée vient de la Belgique.

<http://www.journalmetro.com/linfo/article/391832--prevention-du-crime-montreal-siege-de-l-oi-prev>



Le transport en commun pour lutter contre les gangs de rue

JENNIFER GUTHRIE

MÉTRO

09 décembre 2009 00:00

Les jeunes qui ont facilement accès au transport en commun et qui ont la possibilité de se déplacer seuls sont moins susceptibles d'adhérer à un gang de rue que les autres.

C'est du moins ce que suggère une étude menée par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), dont les résultats préliminaires ont été dévoilés hier en marge du colloque sur la prévention de la criminalité dans le monde du Centre international pour la prévention du crime.

L'étude, baptisée *Moving around to get out*, est née des craintes suscitées par l'arrivée du métro à Laval. À l'époque, plusieurs Lavallois avaient exprimé des appréhensions face à la possible migration des gangs de rue montréalais vers leur territoire.

Conséquences positives

La mobilité accrue qui a découlé du prolongement de la ligne orange du métro de Montréal n'aurait pas eu les effets redoutés, selon la professeure-chercheuse à l'INRS Julie Anne Boudreau, qui a étudié un groupe de jeunes âgés de 17 à 25 ans. «Nous avons constaté que plus les jeunes sont en mesure de se déplacer facilement et d'être autonomes rapidement, plus ils ont de la facilité à prendre des décisions et plus ils sont articulés, a indiqué Mme Boudreau.

Les jeunes qui prennent le transport en commun et qui sortent de leur quartier semblent avoir développé davantage leur curiosité et leur sens de l'observation.» Ces acquis permettraient ensuite aux jeunes de se faire une opinion sur les gangs de rue. «Nous avons remarqué qu'une mobilité autonome permet aux jeunes d'être mieux préparés à analyser la problématique des gangs de rue, a expliqué la chercheuse. Ils peuvent donc prendre une décision plus éclairée si la possibilité d'y adhérer leur est offerte.»

Une piste de solution?

Ces premiers résultats sont porteurs d'espoir selon Julie Anne Boudreau, qui a toutefois précisé que des analyses plus approfondies seront nécessaires avant de tirer des conclusions. «Nous devons étudier les comportements des moins de 17 ans avant de déterminer à quel point une mobilité accrue encourage le développement des jeunes, a-t-elle soutenu. Pour l'instant, nous avons noté qu'elle influence, chez les 17 à 25 ans, le niveau d'estime de soi et de confiance.»

Si les résultats des études à venir devaient aller dans le même sens que ceux obtenus jusqu'à maintenant, le transport urbain pourrait devenir un moyen de lutter contre les gangs de rue selon Mme Boudreau. Des programmes scolaires ou communautaires pourraient alors voir le jour afin d'aider les jeunes à développer les connaissances nécessaires à la mobilité autonome.



ARCHIVES MÉTRO

Le prolongement de la ligne orange n'aurait pas eu les effets redoutés.

<http://www.journalmetro.com/info/article/391791--le-transport-en-commun-pour-lutter-contre-les-gangs-de-rue>



Des rapprochements sont essentiels entre les policiers et la population

JENNIFER GUTHRIE

MÉTRO

09 décembre 2009 00:00

Alors que reprenait aujourd'hui l'enquête publique sur les circonstances de la mort de Fredy Villanueva, le Colloque sur la prévention de la criminalité a réuni autour d'une même table des intervenants de trois pays afin de discuter des solutions à envisager pour rebâtir un lien de confiance entre les services de police et la population.

Ouvrir le dialogue

Peter Dinsdale, directeur exécutif de la National Association of Friendship Centres du Canada, affirme qu'«il faut ouvrir un dialogue afin de diminuer les tensions. Les jeunes ont souvent l'impression que les policiers ne font qu'attendre qu'ils commettent un crime. Il faut changer cette perception.» Une façon d'atteindre cet objectif dans le cas des communautés autochtones qui sont desservies par la National Association of Friendship Centres aura été de former le personnel de 6 des 120 centres afin qu'il puisse informer la population des recours qui lui sont offerts si elle sent qu'elle a été victime d'une injustice.

Défis de taille

À Trinité et Tobago, l'espoir d'un rétablissement rapide du lien de confiance entre la population et les policiers est à toute fin pratique inexistant. «Ça prendra plusieurs années de travail. La perception qu'on ne peut pas faire confiance à la police ne sera pas facile à changer. Encore aujourd'hui, les gens qui parlent à la police subissent des conséquences immédiates», a affirmé Kelli Coombs, en rappelant les cas de deux personnes assassinées dans les heures qui ont suivi leur rencontre avec les policiers. Plusieurs initiatives - dont de populaires matchs de soccer et de cricket - ont tout de même été mises sur pied avec un relatif succès au cours des dernières années afin de rapprocher la population des policiers.

Police communautaire

Au Bangladesh, où 124 000 policiers sont chargés d'assurer la sécurité des 150 millions d'habitants, les autorités ont choisi de privilégier le concept de police communautaire. «C'est très difficile de faire régner l'ordre parce que les gens ne font rien et attendent que la police agisse, a expliqué Mokhlesur Rahman. Nous avons voulu partager la responsabilité de la sécurité avec la population.» M.Rahman espère que cette refonte permettra au pays d'être plus sécuritaire dès l'année prochaine.

<http://www.journalmetro.com/linfo/article/391804--des-rapprochements-sont-essentiels-entre-les-policiers-et-la-population>



Le Courrier du Vietnam, 10 décembre 2009

Lutte anti-criminalité : un observatoire international créé à Montréal

La prévention est aussi importante et moins chère que la répression : c'est avec cette donnée de départ que le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) a créé une structure vouée à fournir outils et connaissances aux policiers et travailleurs sociaux. Il s'agit de leur donner "les moyens de convaincre et de prouver l'efficacité et la pertinence des politiques de prévention", a déclaré la directrice générale du CIPC, Valérie Sagant, en annonçant le 8 décembre à Montréal la création d'un Observatoire international de la prévention de la criminalité (OI-PREV).

<http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?page=newsdetail&newsid=58374>

Radio et télévision

2 décembre 2009

- Entrevue à Radio Ville-Marie (91,3 FM) pour l'émission « Rythme du matin ».
- Entrevue pour l'émission « Nuevo mundo » à la télévision de Radio-Canada international



7 décembre 2009

- Mentions aux nouvelles de la Première chaîne radio de Radio-Canada (95,1 FM)
- Captation vidéo pour BFM tv, France
- Entrevue à l'émission « Le Midi Libre » de CIBL Radio-Montréal (101,5 FM)



8 décembre 2009

- Entrevues avec CBC radio et Radio-Canada (95,1 FM) lors de la conférence de presse du CIPC
- Captation vidéo de la conférence de presse pour TVA
- Entrevue avec BFM radio, France
- Entrevue pour BFM tv, France



9 décembre 2009

- Entrevue avec Radio Centre-Ville (102,3 FM), qui sera diffusée le 18 décembre 2009 à l'émission « Matinale du vendredi ».



- Entrevue à la radio de Radio-Canada international en espagnol



- Entrevue à l'émission « Nuevo mundo » de Radio-Canada international.